



Gazette n°4

décembre 2025

Un bouquet de luttes pour la fin d'année !

Pour ce dernier numéro de l'année 2025, la gazette vous régale :

- Nous vous emmenons au coeur de la grève du Louvre, si forte que le musée a dû fermer ses portes !
- En pages 2-3 : pas de cadeaux pour Sterin : la mobilisation a fait trembler les Folies Bergères.
- En page 4, un anniversaire de colère 1 an après les coupes budgétaires en région Pays-de-la-Loire.
- En page 5 : les camarades demandent des comptes à l'AFDAS : la formation professionnelle est un droit !
- En pages 6-7 la riposte des librairies attaquées par l'extrême droite
- et on termine avec l'agenda de la rentrée de janvier !

L'équipe de la gazette vous dit à l'année prochaine : ensemble et fortes pour défendre nos droits et en gagner de nouveaux !

Au Louvre, trois jours de grève



Après avoir fait fermer le musée lundi 15, les grévistes ont envahi la direction mercredi 17, et sont allé·es manifester devant le ministère mercredi 18 décembre.



Ruinons les Nuits du Bien Commun !



Ce dimanche 4 décembre 2025 se tenait la 9^e édition parisienne de la Nuit du Bien Commun, gala de charité co-fondé en 2017 par le milliardaire et catholique identitaire Pierre Edouard Stérin, aux Folies Bergère (coucou Bolloré !).

Un gala de fausse charité pour des associations réactionnaires

Dans un contexte où les baisses voire les suppressions de subventions pèsent de plus en plus lourd sur le secteur associatif, qui rappelons-le vient pallier les manques d'investissements de l'État dans les services publics, les Nuits du Bien Commun se présentent comme une alternative apolitique et engagée à la rescoufle des associations.

Mais sous couvert de charité et de philanthropie c'est bien le projet réactionnaire de Stérin, Périclès, qui se met en place.

Notre réponse doit être à la hauteur de cette attaque !

C'est là tout l'objectif de ces galas, arroser les structures qui servent leurs intérêts réactionnaires et leur plan de conquête idéologique. Notons aussi qu'avec la dépendance de certaines associations à ces financements, on peut craindre une perte d'autonomie et de l'ingérence dans les thèmes et priorité de leurs missions pour rentrer dans les attentes implicites du jury.

Pourtant la communication martèle par des mails journaliers aux participant·es à l'approche de l'évènement : Stérin ne fait plus parti du conseil d'administration et l'évènement n'est ni politique, ni confessionnel, ni militant.

Mais c'est bien l'ombre de Stérin qui plane sur l'organisation de ces rassemblements : son nouveau président François Morinière a essayé de faire entrer un des co-fondateurs du projet Péricles dans le groupe Bayard, son vice-président Louis de Bourbon est prétendant légitime au trône de France, son administrateur Lionel Devic est ouvertement opposé au Mariage pour tous et soutien le cardinal Barbarin. Difficile de ne pas voir les liens idéologiques et politiques avec de tels remplaçants.



Réunie dans des soirées feutrées, avec spectacles et petits fours, la bourgeoisie de droite et d'extrême droite vient réseauter tout en soignant leur image de mécènes pour la cause humanitaire. Si une partie des associations sont loin de leurs valeurs conservatrices on retrouve parmi les bénéficiaires : Espérance Banlieues, des écoles hors contrats, accusée de racisme et violences physiques; Chants de France une application de paroles de chansons cofondée par un ancien membre du GUD (elle proposait des chants du III^e Reich), ou encore parmi les lauréates de cette année, La Maison Tom Pouce fondée par le Pr Lejeune ouvertement anti-IVG et Le Village de François administré par Yann Bucaille proche des milieux pro-vie.





Ruinons les Nuits du Bien Commun ! (suite)



Depuis 1 an, la résistance s'organise contre ces soirées

Plusieurs travailleuses ont même réussi à faire annuler l'édition aixoise et rennaise (ces dernières se sont tenues en ligne).

A l'approche de la date parisienne, l'inter-orga locale a créée : La SCAS Paris (Section Carrément Anti-Stérin).

Plusieurs événements ont ponctué ces dernières semaines : la soirée *Chapito Antifacho* au Cirque Electrique où plusieurs tables rondes se sont tenues sur la galaxie Stérin, l'opération *Prends ta place pour la Nuit du Bien Commun* pour vider les sièges des Folies Bergère, un atelier pancarte et enfin une mobilisation déclarée et appelée par plus de 40 organisations, collectifs et syndicats devant les Folies Bergères le soir de la Nuit pour mettre la pression sur l'évènement.



Le matin du 4, un piquet de grève surprise d'une vingtaine de manifestant·es bloque le camion du prestataire technique, puis à 18h commencent les festivités.

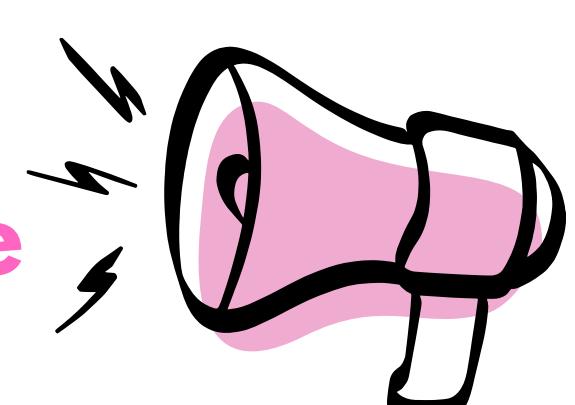
Ce sont presque 400 personnes qui ont donné de leurs voix et dansé au rythme des fanfares La fanfare Invisible et Flûtes des classes puis d'un DJ set devant une rangée de policiers bloquant l'accès aux Folies Bergères dans une ambiance de fête populaire.

Partout nous ferons bloc contre l'extrême droite !



Les prises de paroles s'enchaînent pour dénoncer l'entrisme de l'extrême droite dans le monde de la culture, avec notamment SUD Education, ASSO-Solidaires, CGT Spectacle, Inverti·es, Nous tous·tes. Une poignée de militant·es réussit à entrer dans le lieu pour y déverser des bombes puantes, en parallèle des œufs sont projetés depuis le bâtiment en face des Folies. Vers 21h, un feu d'artifices tiré depuis le toit des Folies Bergères et une banderole déployée avec l'inscription « Paris est antifa » sont acclamés par la foule. Cette action est revendiquée par le PES (Parade à l'Extrême Stupidité) dont un communiqué a tourné sur les réseaux quelques heures après.

Moins de 1000 personnes venues sur les 1500 places des Folies Bergères, des participant·es aperçu·es quittant la salle en se bouchant le nez, et moitié moins de promesses de don que les années précédentes, l'édition parisienne de la Nuit du Bien Commun a été chahutée avec un message clair :





COUPES BUDGÉTAIRES : UN ANNIVERSAIRE DE COLÈRE



Décembre 2024 : la "grande famille" des mondes de la culture était unie dans un bel élan de lutte contre les coupes budgétaires de la région Pays-de-la Loire, à laquelle prend part SUD Culture Solidaires. Nous n'avons jamais cru à cette union de circonstance. Un an après où en sommes nous ? Qui lutte ? Qui survit ?

Si la parole collective a été nécessaire dans ce moment urgent face à des idéologues dont le seul but est de détruire le service public, si les échanges ont souvent été fertiles et soutenants devant cette chute vertigineuse, si les AG ont été riches de débats et les mobilisations salutaires, que reste-t-il de tout cela ?

Pour beaucoup d'entre nous, la lutte ne s'est pas arrêtée avec le vote du budget le 19 décembre 2024.

Ce vote n'a pas marqué le début d'une résignation. Car celles et ceux qui sont, restent et resteront debout face à ces politiques mortifères sont hélas, les plus précaires car iels n'ont pas d'autre choix.



La lutte des classe ne s'arrête pas aux portes du monde merveilleux de la culture.

Les dominations, les inégalités sont bien là, plus fortes que jamais, plus sournoises. **Notre territoire a été écrasé par les coupes budgétaires et certain·es ne s'en relèveront pas :** les salarié·es en CDD nombreux et nombreuses dans les structures culturelles, les vacataires, les intermittent·es du spectacle, les artistes-auteurices, les petites compagnies, les petits lieux, les petites associations.

C'est presque invisible. Sur le papier, finalement, rien de change. Les directeur·ices des institutions culturelles en Pays-de-la-Loire sont presque toutes encore en poste, en CDI, les théâtres sont toujours debout, les conseils d'administration administrent, les festivals ont lieu, les décideurs politiques décident, élisent, sélectionnent. Chacun·e défend son pré carré et distribue l'argent public comme bon lui semble dans un entre soi qui exclu, de fait, toutes celles qui sont de l'autre côté, dans le camp des travailleur·euses. Moins de spectacles, de résidences, de projets, cela se voit à peine, ça ne change pas grand chose.

"Qu'ils crèvent les artistes" ... car finalement ça ne se voit pas tant que ça.

Mais derrière la belle vitrine du Show must go, derrière le joli divertissement, derrière cette fameuse "Culture debout" qui s'est affichée sur **des selfies indécents qui ont inondé les réseaux sociaux**, derrière cette union de façade qui n'a jamais été au-delà des portes des théâtres, s'exécute le plus grave plan social qu'ait connu le secteur culturel : les compagnies ferment, les subventions baissent, les apports financiers des institutions publiques se réduisent à peau de chagrin, on peine à payer les salaires. Pire encore, chaque euros donné aux artistes est durement négocié par ceux là même dont le salaire n'a pas baissé d'un centime. Par ceux-là même qui étaient soi-disant aux avant-postes de la lutte. **Alors oui, on crève, à petit feu, et ça ne se voit pas. D'ailleurs, on n'en parle pas, ça ferait désordre. On ne fait pas grève parce que c'est triste de ne pas jouer. On ne dit rien parce qu'on a peur de perdre le peu qu'il nous reste. S'il faut espérer alors, espérons que la colère qui a animé le mois de décembre 2024 ne retombe pas, retrouvons là, portons là, elle est nécessaire.**

**Menons la lutte, faisons entendre les plus précaires, exigeons la redistribution de l'argent public !
Cessons d'accepter l'inacceptable, revendiquons la continuité de revenus pour toutes et tous !
Exigeons une sécurité sociale de la culture, et ne cédonons pas à la résignation qui nous tue !**



Les théâtres, les galeries d'art, les musées, les festivals, les salles de concert ne sont rien sans les travailleur·euses de l'art.

**En Pays-de la Loire comme ailleurs, faisons entendre nos voix et décidons pour nous même.
Vive l'auto-gestion du service public de la culture !**



AFDAS : ELLE EST OÙ LA MOULAGA ?



Depuis mi-octobre 2025, l'AFDAS (Assurance Formation Des Activités du Spectacle) ne finance plus les formations des artistes-auteurices et des journalistes pigistes.

Un communiqué intersyndical pour dénoncer cette injustice !

Depuis mi-novembre, c'est l'intégralité des formations pour l'ensemble des intermittent·es, des artistes-auteurices, des journalistes pigistes qui est concernée.

Cette mesure poursuit un processus de délitement de ces droits remarqué dès l'année dernière, notamment à travers une redéfinition des critères d'attribution et une réduction des champs de formations envisageables. Ce remaniement des critères rend compte d'un manque de considération des enjeux contemporains de la culture, négligeant la transdisciplinarité des pratiques.

Pire encore, avec la suspension totale des financements, ce sont aussi les formations de sécurité qui ne sont plus financées (CACES, travail en hauteur, habilitation électrique, secourisme, etc.) alors qu'elles sont obligatoires et demandées par les employeur·ses.

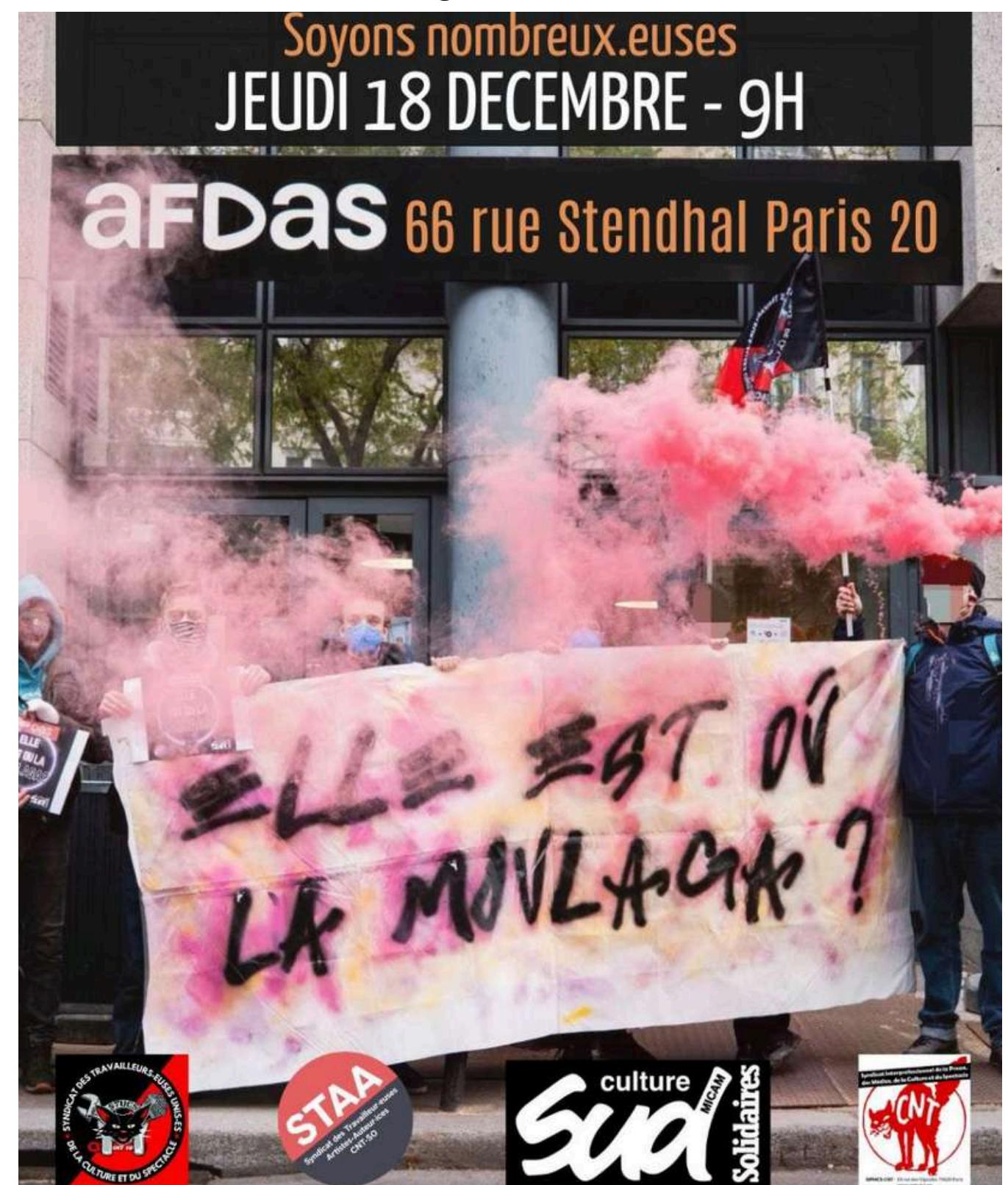
Nous rappelons que pour beaucoup d'intermittent·es, notamment dans le secteur évènementiel et du spectacle vivant qui effectuent beaucoup d'heures sur les festivals estivaux, les mois de novembre, décembre et janvier sont les mois privilégiés pour la formation. La temporalité choisie pour suspendre l'accès aux formations n'est donc pas anodine.

Cette coupure brutale intervient sans aucun préavis et n'est transmise qu'individuellement par mail ou téléphone lors des refus de financement. Aucune communication claire et explicite n'est fournie ni par l'AFDAS ni par les syndicats représentatifs y siégeant.

Lors de la première coupure, il a été avancé qu'elle était due au nombre croissant de demandes de la part des artistes auteur·ices et à la non participation financière de certains organismes de gestion collective. Il a ensuite été vaguement évoqué d'autres réponses floues : répercussions des années Covid, baisse du volume d'embauches, épuisement d'un fonds européen, etc., sans aucune réponse claire sur la non anticipation du manque de liquidité et la coupure brutale du jour au lendemain.

À la violence matérielle de se retrouver privé·es de nos droits, s'ajoute la violence politique d'être laissé·es dans l'ombre.

Nous exigeons transparence et réparation de la part de toutes les structures siégeant à l'Afdas.



Dans ce contexte, nous demandons :

- Des explications publiques sur ces coupures brutales ;
- Le droit de toutes les travailleuses à un accès à la formation ;
- Que soient prises en charge toutes les formations adressées à l'AFDAS ;
- Une transparence totale et permanente de l'ensemble du budget de l'AFDAS ;
- La contribution obligatoire des OGC ;
- Le maintien du seuil d'accès à la formation ;
- L'absence de période de carence entre deux formations ;
- L'impossibilité d'interrompre une formation en cours : en cas de suspension ou d'épuisement des budgets, la possibilité d'aller au bout de la formation ;
- La mise en place de procédures de recours officielles (actuellement inexistantes) ;
- La réévaluation de critères d'attribution qui ont été abaissés.

Dans le contexte actuel, nous demandons la fin de la politique d'austérité qui touche les services publics en général, et le service public de la culture en particulier.



LIBRAIRIES ATTAQUÉES : RIPOSTONS !



Depuis quelques années, on observe une augmentation du nombre et de la fréquence des attaques de librairies par l'extrême droite, avec une accélération depuis quelques mois.

L'extrême droite cherche à faire taire les voix critiques.

Des lectures qui parlent de la Palestine, d'orientation sexuelle et d'identité de genre, des lectures qui parlent du risque de l'arrivée du rassemblement national au pouvoir... Les exemples ne manquent :

- Mai 2025 : la vitrine de la librairie Les Vagues à Nantes a vu sa vitrine brisée par deux hommes identifiés plus tard comme appartenant au groupuscule néonazi du Comité du 9-mai.
- Juin 2025 : la librairie Les jours heureux à Rosny-sous-Bois a vu les serrures de la librairie remplies de colle - une première plainte est déposée — sans résultat. La semaine suivante, il y a des tags sur la vitrine, qu'il faut entièrement remplacer. Le motif invoqué est la présence d'un photographe et de son livre sur les refuzniks (des citoyens ou des soldats israéliens qui refusent de servir l'armée israélienne).
- Août 2025 : la librairie La tête ailleurs à Paris reçoit de la peinture à l'acide sur la vitrine.
- Septembre 2025 : la librairie Le Failler à Rennes voit sa vitrine brisée par un poteau métallique arraché à proximité.
- Eté et automne 2025 : la librairie Violette and Co à Paris, en raison d'un livre de coloriage sur la Palestine en vitrine, subit une campagne d'intimidation et de harcèlement, en ligne et sur place, ainsi que des tags sur la vitrine.
- Novembre 2025 : la librairie de la fédération nationale de la libre pensée à Paris a été vandalisée deux fois en 48 heures - d'abord le trottoir devant la librairie qui est maculé de slogans haineux et racistes, puis découverte à l'ouverture que la vitrine a été recouverte de projectiles. Le motif est d'avoir ouvert la salle de réunion aux personnes voulant assister à distance au colloque organisé par Henry Laurens « la Palestine et l'Europe, poids du passé et dynamiques contemporaines ».
- Novembre 2025 : la librairie Transit à Marseille subit du harcèlement en ligne et des intimidations sur place et la librairie la petite Egypte à Paris voit sa vitrine taguée en raison de la présence de Francesca Albanese, rapporteuse de l'ONU sur les territoires palestiniens.
- Décembre 2025, la librairie Transit à Marseille voit sa vitrine taguée d'une croix celtique sur la vitrine et à la librairie Les sauvages, toujours à Marseille, une croix celtique est taguée sur le rideau de fer dans la nuit du 4 au 5 décembre.

Ces exemples ne sont que les cas médiatisés, uniquement la pointe de l'iceberg : de nombreux et nombreuses libraires subissent des intimidations sans que ce soit rendu public.



Une croix celtique a fait son apparition dans la nuit du 1er au 2 décembre sur la vitrine de la librairie associative Transit

La librairie Les Vagues à Nantes, vandalisée en mai avec les vitrines brisées par opéré par les groupuscules d'extrême droite.



La vitrine dégradée dans la nuit de dimanche 28 septembre à Rennes avec un poteau.



La librairie Violette and Co a été taguée de l'inscription « Islamo Complice » et « Hamas Violeur » dans la nuit du 7 au 8 juillet.



LIBRAIRIES ATTAQUÉES : RIPOSTONS ! (SUITE)



Des menaces intolérables et très dangereuses pour les travailleuses des librairies

Des menaces (allant jusqu'à des menaces de mort), des insultes, des intimidations, reçues sur les réseaux sociaux, par mail, sur les avis google, par téléphone et jusqu'à l'intérieur des librairies. Des regroupements de personnes devant ou à l'intérieur des librairies pour faire pression sur les libraires. Des rayons saccagés, des livres détériorés, allant jusqu'à un incendie volontaire. Des vitrines fracturées et taguées avec des messages de haine ou des symboles fascistes, par exemple des croix celtiques. Des vitrines taguées avec de la peinture à l'acide (impossible à effacer, il faut changer la vitrine, coût important). Des stickers sur les vitrines. Un seau de colle renversé sur une personne. Des agressions physiques, allant jusqu'au tabassage.

Il y a également des librairies qui sont ciblées par les institutions elles-mêmes :

- Décembre 2022 : la librairie Les Parleuses à Nice subit une intervention des forces de l'ordre pour couvrir les vitrines de la librairie. La librairie avait affiché, à l'occasion de la venue de Gérald Darmanin, des messages condamnant les auteurs d'agressions sexuelles et de viols.
- Novembre 2025 : La droite parisienne a obtenu le blocage de la subvention municipale destinée aux librairies indépendantes — un dispositif de 500.000 € dont dépendaient quarante établissements, désormais privés de cette aide. (Mise à jour : La subvention a été finalement votée en décembre 2025, suite à la mobilisation de libraires dénonçant la situation. La lutte paie.)
- Décembre 2025 : blocage d'une subvention au niveau de l'Île-de-France, visant encore une fois la librairie lesbienne Violette and Co à Paris.



La vitrine des Parleuses recouverte d'un drap par des policiers à l'occasion d'une visite de Gérald Darmanin. La justice a considéré lundi 26 juin qu'il s'agissait d'une décision illégale portant atteinte à la liberté d'expression»



Une riposte qui doit être syndicale, juridiques et politique !

Il faut s'organiser collectivement contre ce type d'attaques, riposter systématiquement à tous les niveaux contre ces menaces faites au monde de la culture par les groupes réactionnaires.

La branche Métiers du livre a décidé de produire un guide d'autodéfense juridique à destination des libraires, réalisé en collaboration avec notre avocat.



Le tract vise à donner un maximum d'outils aux libraires pour savoir comment réagir.

Deux rassemblements ont déjà eu lieu pour visibiliser ces attaques et soutenir les librairies :

- 27 novembre à Paris réunissant 200 personnes
- 11 décembre à Marseille, réunissant 100 personnes



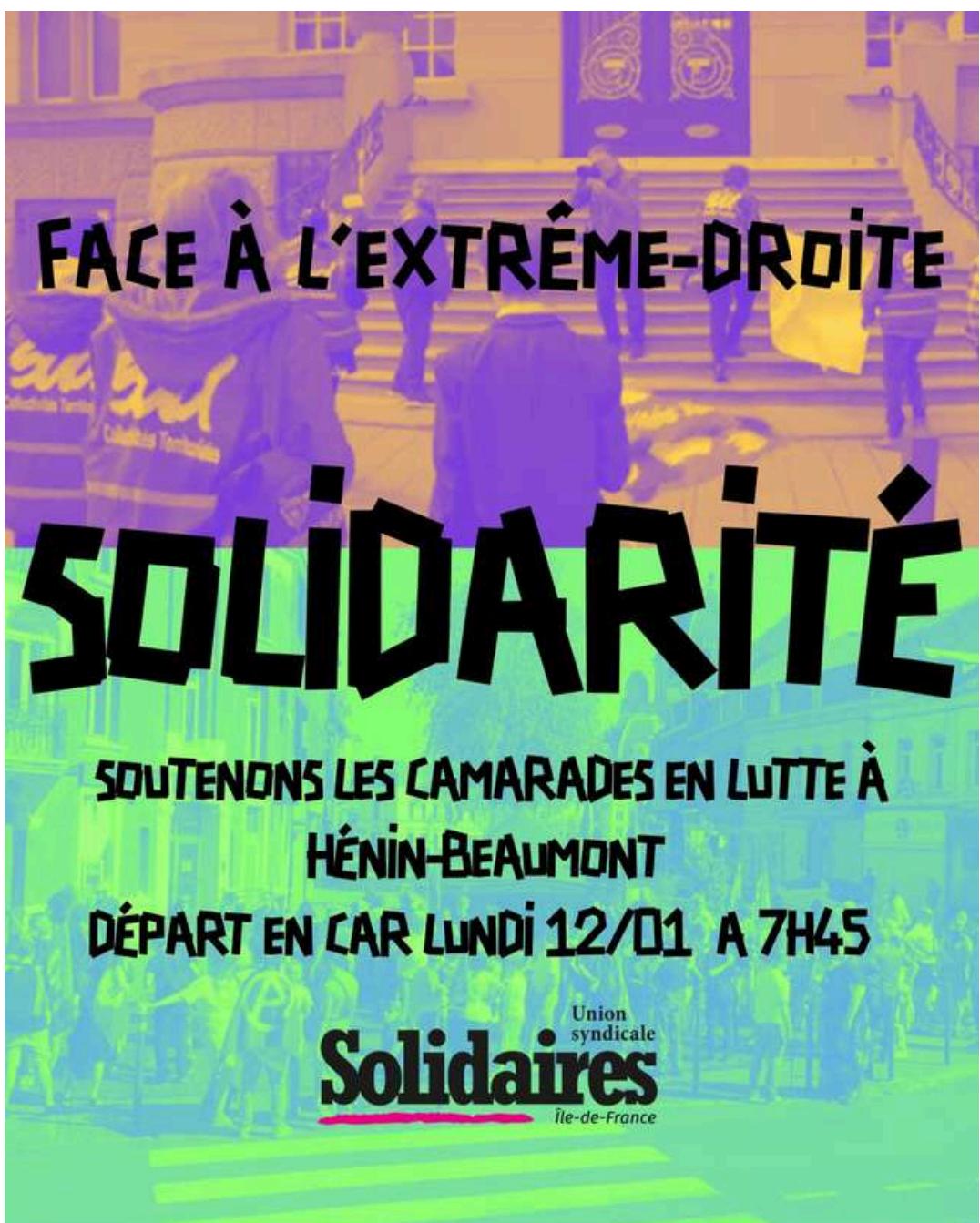
Une conférence de presse sera organisée par la branche Métiers du livre de SUD Culture le 16 janvier 2026 à 10h à l'annexe de la Bourse du travail de Paris.



Vive les librairies engagées !



Des luttes à soutenir



Lundi 12 janvier 2026, notre camarade Djelloul Khéris est à nouveau convoqué en conseil de discipline. Il risque une sanction très grave de son employeur, la mairie d'extrême-droite de Hénin-Beaumont. C'est une énième menace contre les syndicalistes et ceux qui luttent au quotidien pied à pied contre l'extrême-droite. **Nous devons répondre collectivement et faire bloc !**

Solidaires Ile-de-France propose un départ collectif en autocar le lundi 12 janvier :

> Rendez-vous à 7H45 à la bourse du travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin.

Un contingent SUD Culture est en train de se faire, prend vite ta place dans le bus

Pour t'inscrire, c'est ici :

<https://framaforms.org/inscription-bus-pour-henin-beaumont-1764769016>

Soyons massivement présent·es aux côtés de notre camarade !

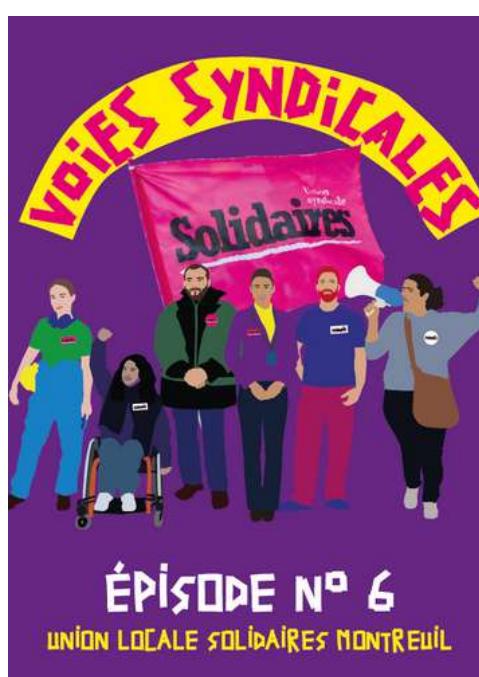


Prochains RDV !

- **Cours sur les Statuts pourris dans le monde de la culture :**
20 janvier 2026 à 18h30 - Bourse du travail d'Aubervilliers : 1 rue des 21 Appelés
- **Formation accueil des nouveaux·elles adhérent·es**
RAPPEL : Formation prévue le 26 janvier 2026
Pour t'inscrire : formation@sud-culture.org
- **Permanence nationale de SUD Culture Solidaires**
Téléphone : **01.40.15.82.68**
Mail : contact@sud-culture.org



Voies Syndicales



Pour ce 6ème épisode, rdv avec des camarades retraité·es de l'Union locale Solidaires Montreuil : Patrick (SUD Santé Sociaux), Pascale (SUD Education) et Verveine (SUD PTT) échangent sur leurs parcours, leurs envies de construire un syndicat autonome, solidaire, respectueux des militant·es et des salarié·es, un syndicat de luttes et de transformation sociale.

À travers leurs mots, une autre histoire essentielle se raconte : celles des travailleurs et travailleuses sans-papiers, de leur exploitation, des migrations, et du racisme. A écouter sur toutes les plateformes de musiques et [sur le site de Solidaires](#).

Visibilisons nos luttes pour leur donner encore plus de force !

Participez à la Gazette de grève et continuez à nous envoyer vos photos, compte-rendus, revendications, tracts...